

Analyse de la presse Mai 2010

SOMMAIRE

1. A la une : Jacques Chirac pour des liens « *les plus étroits possibles* » entre la Turquie et l'UE
2. Le dossier du mois : Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur un échange d'uranium
3. « *Révolution* » dans les relations turco-grecques?
4. Le « *Gandhi turc* »
5. Politique intérieure
6. Economie
7. Politique extérieure
8. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc en mai 2010

1. A la une : Jacques Chirac pour des liens « *les plus étroits possibles* » entre la Turquie et l'UE

Jacques Chirac, a effectué une visite en Turquie les 10 et 12 mai. Reçu à déjeuner par le président Gül à Ankara, il s'est vu remettre le titre de docteur *honoris causa* par l'Université Galatasaray à Istanbul.

« *Quel que soit le lien qui unira la Turquie à l'Union Européenne dans les années à venir, (...) ma ferme conviction est qu'il doit être le plus fort possible. La Turquie et l'Union Européenne ont à l'évidence un destin partagé* ».



Le président Abdullah Gül accueille Jacques Chirac à Ankara (AFP).

Ainsi s'est exprimé l'ancien président français dans un entretien au journal Posta publié le 10 mai et repris en France par plusieurs journaux. Jacques Chirac y préconise des liens « *les plus étroits possibles* » entre la Turquie et l'Union européenne, « *conditions de paix et de stabilité du continent* ». Il rappelle qu'en 2004, « *il avait "la conviction", qu'il était "dans l'intérêt de l'Europe d'engager (des) négociations (d'adhésion avec la Turquie) pour qu'un ensemble plus large encore puisse s'affirmer sur le plan économique et politique* ».

Si les négociations d'adhésion piétinent, pour Jacques Chirac, « *les réticences des Européens ne viennent pas tant du fait que la Turquie est musulmane (...). "La vraie question tient plutôt à la taille de la Turquie, à l'importance de sa population, en un mot, à ses dimensions"* ». « *Il revient à la Turquie de répondre à toutes les demandes de l'UE* », a ajouté l'ancien président, rappelant qu'elle « *est soumise exactement aux mêmes conditions que tous les autres candidats* ».

« *L'exceptionnelle relation d'amitié que la France entretient, depuis des siècles, avec la Turquie, nous permet, aujourd'hui, de parler, entre nous, de communauté de destin* », a-t-il déclaré, le 11 mai à Istanbul. Communauté de destin qui s'exprime aussi « *par une préoccupation partagée afin de promouvoir la paix dans le monde* ». Il a tenu à rappeler que sur les théâtres d'opérations extérieures, les soldats turcs et français étaient présents, en Afghanistan et au Liban, « *œuvrant côte à côte, pour le maintien de la paix* ».

L'ancien président français a rencontré quelques grandes personnalités du monde économique et des médias, au sujet notamment de la Fondation Chirac.

2. Le dossier du mois : Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur un échange d'uranium

L'accord tripartite

L'Iran a conclu, le 17 mai, un accord avec la Turquie et le Brésil pour un échange d'uranium sur le territoire turc. L'accord, fruit d'une médiation du Brésil et de la Turquie, a été signé à Téhéran en présence des présidents iranien Mahmoud Ahmadinejad et brésilien Luiz Inacio Lula da Silva et du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Il prévoit notamment l'envoi en Turquie par l'Iran de 1200 kilos de son uranium faiblement enrichi (3,5 %), pour y être échangé, dans le délai maximum d'un an, contre 120 kilos de combustible enrichi à 20 % nécessaire au réacteur de recherche nucléaire de Téhéran. Il n'est pas précisé d'où proviendrait l'uranium enrichi... (Le Monde, 18 mai)

« L'Iran, en acceptant la proposition turque et brésilienne, a montré sa bonne volonté. Désormais, la balle est dans le camp des Occidentaux », a déclaré à ce moment-là Ali Akbar Salehi, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (Le Figaro et Le Monde). Le presse iranienne est alors « en transe », qui reprend les propos d'Ali Khamenei pour qui l'Occident a subi un « échec et mat » (Libération, 19 mai).

Même enthousiasme côté turc: «Téhéran veut ouvrir une route constructive (...) Il n'y a plus de fondements à de nouvelles sanctions ou pressions », se réjouit le ministre turc des Affaires étrangères (Le Figaro et Le Monde).

Inquiétudes de la communauté internationale

Un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a jeté le trouble en indiquant que l'Iran allait « continuer à enrichir sur son territoire de l'uranium à 20 % », seuil permettant la production d'une arme nucléaire. De plus, si la quantité de 1200 kg d'uranium faiblement enrichi (UFE), en octobre, correspondait à plus de 70 % des stocks iraniens, ils n'en représentent plus aujourd'hui que la moitié, le pays produisant 100 kg par mois d'UFE (Le Monde, 19 mai). Pour Bernard Guetta, « il y a tromperie sur la marchandise » (France Inter, 18 mai).

Pour le commandant en chef de l'Otan en Europe, l'offre turco-brésilienne constitue un « un exemple de ce que nous attendons tous, à savoir un système diplomatique qui encourage le régime iranien à adopter un bon comportement » (Le Figaro, 18 mai). Cet optimisme est loin d'être partagé. De fait les journaux relèvent la crainte que cet accord ne soit qu'une « manœuvre dilatoire ». Catherine Ashton, porte-parole du chef de la diplomatie de l'UE, a estimé que l'accord « ne répond(ait) pas à toutes les inquiétudes » de la communauté internationale (Les Echos, 18 mai). Il «est loin de lever les objections des pays occidentaux (et) les oblige à redoubler d'efforts pour contourner l'arrangement conclu par deux pays » (L'Express, 19 mai). « J'ai bien peur que la Turquie et le Brésil ne se fassent rouler dans la farine », commente un diplomate occidental. Pour le président russe, le processus d'enrichissement en Iran se poursuivra et « dans ce cas, les inquiétudes de la communauté internationale pourraient persister ».

2. Le dossier du mois (suite)

Paris aussi affiche son scepticisme: « *Le cœur du problème (...), c'est la poursuite des activités d'enrichissement à Natanz, la construction du réacteur à eau lourde d'Arak, la dissimulation du site de Qom, les questions des inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) laissées sans réponse* » (Le Monde, 19 mai). « *Les Iraniens ont manipulé la Turquie et le Brésil* », a estimé un haut responsable **israélien** (Les Echos, 18 mai).

Un passage en force des Etats-Unis et des Européens

« *Alors que l'on croyait brisée la dynamique vers de nouvelles sanctions onusiennes* » (Libération, 19 mai), les membres permanents du Conseil de sécurité se sont mis d'accord sur un projet de résolution sanctionnant l'Iran. Cela « *va ajouter de la poigne* », selon le département d'Etat américain. Hillary Clinton a déclaré: « *nous avons travaillé étroitement avec nos partenaires du groupe des Six (et) nous avons enregistré un accord sur un projet fort* ». Ce projet « *prévoit des inspections en haute mer des navires iraniens et l'interdiction, pour Téhéran, d'investir à l'étranger dans des activités sensibles (...) ou d'acquérir certains types d'armements lourds* » (Libération, 20 mai).

« *C'est un passage en force des Etats-Unis et des Européens (qui) va rendre difficile, voire impossible, un consensus au Conseil* », estime M. Tertrais, de la Fondation pour la recherche stratégique (Libération, 19 mai). Pour l'Iran, « *les grandes puissances se discréditent* » en ignorant l'initiative irano-turco-brésilienne. Dans une lettre commune Brasília et Ankara appellent de leur côté « *à éviter les mesures nuisibles à une résolution pacifique du problème* ». (Libération, 20 mai)

Le 24 mai, l'Iran a notifié l'accord lundi 24 mai à l'AIEA l'accord irano-turco-brésilien sur un échange d'uranium (Le Monde, 26 mai). L'Agence transmettra ensuite le dossier au groupe de Vienne (membres permanents du Conseil de sécurité).

Le 27 mai, les présidents brésilien et turc ont « *défendu vigoureusement* » leur accord conclu avec l'Iran: « *Les pays qui critiquent cet accord sont jaloux. Parce que le Brésil et la Turquie (...) ont obtenu un succès diplomatique que certains pays ont tenté en vain de négocier durant plusieurs années* », a déclaré M. Erdogan à Brasilia. Le 28 mai, le premier ministre turc a déclaré que puissances nucléaires « *devraient éliminer les armes atomiques* » dans leurs propres pays pour « *être convaincantes* » (AFP, 28 mai).

Une victoire diplomatique pour la Turquie ?

Pour l'Humanité (19 mai), ce qui compte, c'est la perception de ces deux pays « *par les pays du tiers-monde comme des acteurs régionaux plus proches de leurs préoccupations que ne le sont les grandes puissances* ». « *On savait que le monopole occidental sur les affaires du monde était révolu mais l'épisode (du 17 mai) fera date car ce n'est plus seulement le poids économique de l'Occident qui est relativisé mais également sa prépondérance diplomatique. (...) c'est un coup de tonnerre qui ne marque rien de moins qu'un changement d'époque* », affirme Bernard Guetta (France Inter, 18 mai).

2. Le dossier du mois (suite)

Cet accord « *confirme la vision du ministre des Affaires étrangères turc du "zéro conflit avec les voisins" »*, explique Delphine Nerbollier (La Croix, 19 mai). Comme elle, Christian Makarian rappelle les motivations turques dans cette affaire : éviter un conflit à ses frontières et démontrer son rôle de « *grand arbitre du monde musulman* », de « *seule force stable et crédible au Moyen Orient* » (L'Express, 19 mai). Il s'inquiète de « *la possibilité que la Turquie se réclame, à son tour, d'une grande ambition nucléaire* » et du « *bouleversement de l'échiquier régional* » du fait de la liberté prise par M. Erdogan « *par rapport à l'alliance stratégique, cruciale, entre Ankara et Jérusalem* ». Il faut dire que ce positionnement d'Ankara aux côtés de l'Iran « *a provoqué un coup de froid dans (ses) rapports avec ses alliés israélien et américain, ce dernier n'ayant rien cédé dans sa détermination à infliger à l'Iran de nouvelles sanctions* » (AFP, 28 mai).

« *Erdogan à la conquête du Nouveau Monde* » (Le Figaro, 25 mai)

Le 25 mai, le Premier ministre turc est au Brésil, première étape d'une tournée qui le conduit en Argentine et au Chili. À Brasilia, il retrouve le président Lula, pour évoquer le dossier iranien, mais pas seulement. Le « *tandem turco-brésilien a des visées plus vastes* ». Multipliant les visites bilatérales, les deux pays « *s'épaulent pour se forger une stature diplomatique internationale* ». La Turquie vise une place au Conseil de sécurité de l'ONU et « *si le Brésil fait de même, la revendication des deux pays aura plus de force* », décrypte Beril Dedeoglu, professeur de relations internationales à l'université Galatasaray.

« *Au-delà de l'établissement d'une diplomatie sud-sud, le déplacement de Recep Tayyip Erdogan, accompagné de deux cents hommes d'affaires, a pour but de développer les liens économiques et les partenariats énergétiques avec des pays émergents* », analyse Laure Marchand. C'est déjà Petrobras, la compagnie pétrolière brésilienne, qui mène des explorations conjointes avec les Turcs dans la mer Noire. « *La compagnie aérienne Turkish Airlines a ouvert l'an dernier une liaison Istanbul-Sao Paulo et le premier ministre inaugurerà dans la ville brésilienne un consulat général* ».

« *Un accord de libre-échange et une coopération technologique militaire devraient ainsi être discutés avec le Brésil, des accords douaniers et sur les transports seront signés avec l'Argentine, et le traité de libre-échange conclu avec le Chili l'an dernier servira de cadre à la rencontre avec le président Sébastian Pinera* ».

3. « Révolution » dans les relations turco-grecques?

« Faites des économies, pas la guerre » (Les Echos, 17 mai)

« En 1999, la compassion des Grecs pour les Turcs victimes d'un séisme meurtrier avait permis à Athènes et Ankara d'amorcer un rapprochement historique, alors qualifié de "diplomatie du tremblement de terre". Pour 2010, il faudra peut-être parler de "diplomatie de la crise économique" » (Le Figaro, 14 mai). A l'instar de nombreux journaux, Libération (15 mai) estime que « la crise financière a du bon » puisque les « frères ennemis », se sont engagés à « renforcer la paix et la stabilité dans la région ». Le premier ministre turc a effectué les 14 et 15 mai une visite chez « son voisin au bord de la faillite ».

Accompagné de dix ministres et d'une centaine d'hommes d'affaires et de la société civile, Recep Tayyip Erdogan a signé une vingtaine d'accords de coopération dans l'énergie, le tourisme, ou l'environnement (La Tribune, 17 mai). Mais c'est la course à l'armement menée par les deux pays qui a monopolisé l'attention générale. Pour Egemen Bagis, ministre d'Etat et négociateur en chef pour l'adhésion à l'UE, c'est d'ailleurs « l'une des raisons de la crise économique grecque » (Le Monde, 15 mai).

La réduction du budget de la défense, une solution pour la Grèce? Une aubaine pour M. Erdogan. Certes, « le Conseil national de sécurité considère toujours la Grèce comme la menace extérieure numéro un » (Le Figaro, 14 mai), mais cette perspective tombe « à point nommé pour le chef du gouvernement turc, qui livre actuellement un bras de fer institutionnel contre l'armée turque, dont il juge l'emprise trop grande sur la vie politique de son pays » (Les Echos, 17 mai).

Athènes entendra-t-elle l'appel du Fonds monétaire international (FMI) à réduire ses dépenses militaires? M. Beglitis, ministre adjoint de la Défense grec, l'a promis dans un entretien au Monde (15 mai), sans toutefois préciser de chiffres. Cinquième importateur mondial d'armement, la Grèce a affecté 6 milliards d'euros à ses dépenses d'armement pour 2010, soit 2,8% de son PIB (4,5 % du PIB, d'après le Conseil d'analyse économique qui cite la CIA). C'est le « second budget défense de l'OTAN après les Etats-Unis », titre Le Monde (15 mai). Le premier ministre grec, M. Papandréou, appelle à « la réduction réciproque des dépenses militaires et des armements » pour réaffecter les sommes engagées « au développement économique des deux pays ». Son vice-premier ministre, Theodore Pangalos, a qualifié de « honte nationale » les achats d'armes de la Grèce (Libération 15 mai). Pour M. Beglitis, « tout dépendra des Turcs. Nous, nous sommes prêts » (Le Monde, 15 mai). Confiant, M. Erdogan a indiqué au quotidien grec Ta Néa (15 mai) que « la conséquence naturelle » de l'évolution des relations gréco-turques « pourrait être la réduction des armements ».

Jean Quatremer de Libération (5 mai) en doute et parle d'« insubmersible budget de l'armée grecque ». Les Grecs se défendent en plaidant les tensions entre la Turquie et la Grèce notamment en mer Égée et à Chypre. Panos Béglitis insiste: une réduction bilatérale des armements entre Ankara et Athènes est soumise à l'établissement « d'un climat de confiance et de sincérité ». Et d'après Libération (5 mai), « rares sont les citoyens grecs prêts à remettre en cause la course aux armements avec la Turquie », principale menace pour la Grèce d'après 77% d'entre eux (Le Monde, 15 mai).

3. « Révolution » dans les relations turco-grecques? (suite)

Les journaux soulignent les sempiternelles provocations d'Ankara: bateau turc « égaré » dans les eaux grecques, violation de l'espace aérien etc. « *Le jour où on aura la certitude que les soldats allemands et français viendront mourir pour défendre nos îles face aux Turcs, alors (...) on diminuera notre budget militaire* », ironise le journaliste F. Stangos (Libération, 5 mai). Laure Marchand explique les difficultés pour le pouvoir civil turc de mettre un terme à ces intimidations: « *le budget de la défense échappe toujours au contrôle du Parlement et l'armée n'est pas entièrement soumise à l'autorité du gouvernement* » (Le Figaro, 14 mai). Au terme de cette visite, aucune décision n'a été annoncée sur la réduction réciproque des dépenses d'armement.

Si la Grèce aurait, économiquement, intérêt à réduire ses dépenses militaires, ce n'est pas pour satisfaire ses principaux fournisseurs d'armes. « *Nous devons nous réveiller, parce que certains pays touchent les bénéfices de notre armement. La crise est une bonne occasion* », a affirmé Egemen Bagis, ministre d'Etat et négociateur en chef pour l'adhésion à l'UE. Selon Lucie Denechaud de La Croix (17 mai), le président français et son premier ministre sont accusés « *d'avoir fait pression sur le premier ministre grec (...) "Nous allons lever des sommes pour vous aider, mais vous devez continuer à payer les contrats d'armement que nous avons avec vous"* ». Daniel Cohn-Bendit l'aurait confirmé. De même, l'Allemagne a vendu à la Grèce en 2009, six U-Boot 124, pour 2 milliards d'euros (Libération, 5 mai). M.Beglitis nie toute pression et invoque « *la continuité de l'Etat* » (Le Monde, 15 mai).

Les relations entre les deux pays, au bord de la guerre en 1996, se sont apaisées. Les échanges bilatéraux ont été multipliés par plus de vingt en dix ans, le contrôle des eaux égéennes a perdu de son intérêt puisque la qualité du pétrole s'est révélée médiocre et son extraction très coûteuse (Le Figaro, 14 mai). Militairement, enfin, la préoccupation d'Ankara se déplace, comme ses troupes, sur le front anti-PKK.

« Accord gréco-turc sur l'immigration clandestine »

Le Figaro (15 mai) et Le Monde (17 mai) annoncent que les deux pays ont signé un accord pour le renvoi en Turquie des migrants irréguliers affluant sur les côtes grecques. Il prévoit « *l'application efficace* » d'un protocole de réadmission, conclu il y a dix ans. La Turquie devra accepter « *au moins mille demandes de réadmission par an* », précise Le Monde.

4. « Le "Gandhi" turc »

Kemal Kiliçdaroglu a été élu le 22 mai à la tête du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), avec le soutien massif des militants (1189 sur 1197 ont voté pour lui). Après avoir commenté les circonstances qui ont conduit son prédécesseur, à la démission le 10 mai, les médias (radio et télévision comprises), ont tous couvert l'élection de ce « *Gandhi turc* ». Ce député économiste et ancien fonctionnaire est surnommé ainsi du fait de sa ressemblance physique avec le leader indien, de sa modestie, « *mais aussi pour son esprit de dialogue qu'il ne cesse d'affirmer* » (Burak Akinci, AFP, 22 mai).

« *L'homme du peuple* »

Jouissant d'une réputation de probité dans une classe politique « *marquée par des affaires de corruption* », il est « *baptisé "Monsieur Propre" pour son combat contre la prévarication*, (AFP, 22 mai). À peine intronisé, il a « *renouvelé son intention de poursuivre sa lutte contre la corruption* » et réclame « *l'abolition de l'immunité dont bénéficient les députés* ». Menant avec succès plusieurs opérations « *mains propres* », il est devenu « *la bête noire de l'AKP* » dont il a contraint deux vice-présidents à la démission (Le Figaro, 24 mai).

Kemal Kiliçdaroglu « *a dessiné les grandes lignes de sa politique : lutte contre la pauvreté, la corruption et contre "l'empire de la peur" fondé par le parti au pouvoir. Il a aussi fait des promesses inédites comme mettre un terme à la règle obligeant tous les partis à atteindre 10 % au plan national pour y avoir des élus et œuvrer pour une nouvelle Constitution" et "exigé une date d'adhésion de la part de Bruxelles sans quoi la Turquie "ne restera pas prisonnière" de ce projet* » (La Croix, 24 mai).

Apprécié « *de la base* », Kemal Kiliçdaroglu se veut « *proche du peuple* » et cultive son « *profil modeste de petit bureaucrate* » (Le Monde). Par son identité même, il incarne un symbole de changement : il n'est pas sunnite mais fait partie de la communauté des alévis d'une région kurde. « *Il a aussi brisé ce que certains nomment le « mur culturel » en tendant la main à un électorat conservateur et religieux. L'homme n'a toutefois pas fait bouger les lignes quant à la question kurde.* » (La Croix, 25 mai).

En 2009, candidat du CHP à la mairie d'Istanbul, il avait « *réussi à inquiéter le maire sortant AKP (...) faisant preuve d'une réelle popularité dans les banlieues, chez les jeunes et les femmes* » (Le Monde, 25 mai). Il avait alors « *fait vaciller le fief du premier ministre (...) en dénonçant les affaires opaques de la municipalité* » (Le Figaro, 24 mai).

Deniz Baykal, qui dirigeait le parti kémaliste depuis 1992, a été contraint à la démission le 10 mai après un scandale provoqué par la publication sur internet d'une vidéo compromettante. Laure Marchand, pour qui ce scandale pose la « *question du recours à ces chausse-trapes pour affaiblir un adversaire* », se fait l'écho des conjectures sur l'origine de ce « *coup bas* »: un membre du camp de M. Baykal pour se « *débarrasser de son indéboulonnable leader* » ? Une manœuvre de l'AKP ? Le principal intéressé se dit victime d'une conspiration qui « *ne peut être réalisé(e) sans que le gouvernement n'en ait eu connaissance* » (Le Figaro, 12 mai).



4. « Le "Gandhi" turc » (suite)

Une élection qui va relancer le jeu démocratique

Toujours est-il qu'« en se présentant à la tête du parti contre l'avis de nombreux pontes du CHP, Kemal Kılıçdaroglu a « tué le père ».(La Croix, 24 mai). Le départ de Deniz Baykal, critiqué en raison d'une direction autoritaire de sa formation qu'il n'a jamais su porter au pouvoir, a suscité une dynamique en faveur du CHP dans l'opinion publique. Le CHP, en recul à cause de son opposition aux réformes demandées par l'Europe avait « abandonné sa place de parti de la modernité à l'AKP ». Il « n'avait plus aucun lien avec la sociale-démocratie dont il se revendiquait » (Le Figaro, 24 mai). Il se remet aujourd'hui en « position de s'opposer aux anciens islamistes en leur reprenant ses électeurs. La Turquie est peut-être en train d'évoluer vers un bipartisme droite - gauche qui ferait plus que jamais d'elle un modèle dans le monde musulman » (Bernard Guetta, France Inter, 24 mai). En cas d'élections aujourd'hui, le CHP recueillerait 32% des votes, selon un sondage (40% selon M. Kılıçdaroglu). Le parti a obtenu 21% des voix aux législatives de 2007 contre 47% pour l'AKP.

Kemal « Gandhi » parviendra-t-il à faire de sa formation un réel parti social-démocrate capable d'arriver enfin au pouvoir ? « Le défi est immense mais une chose est sûre : le CHP a d'ores et déjà vu ses intentions de vote grimper de 10 points en une semaine » (La Croix, 24 mai). Cette élection peut « relancer le jeu démocratique en Turquie. Par le passé, même le premier ministre avait reconnu que, s'il était "ravi" de l'inconsistance de l'opposition, l'absence d'adversaire politique crédible n'était "bonne ni pour le pays, ni pour la démocratie" » (Le Figaro, 24 mai).

5. Politique intérieure

« *La difficile démocratisation de la justice en Turquie* »

Le président turc Abdullah Gül a approuvé le 12 mai une réforme controversée de la Constitution limitant les pouvoirs de la haute magistrature et de l'armée, et annoncé que le texte serait ratifié par référendum. Le 7 mai, le Parlement avait approuvé « *une série d'amendements constitutionnels qui ont surtout pour effet de limiter les pouvoirs de la hiérarchie judiciaire et de l'armée* » (AFP, 12 mai). L'ensemble avait recueilli 336 voix sur 550, soit plus que les 330 requis, mais moins que la majorité des deux tiers qui aurait signifié une adoption définitive, sans référendum.

Parmi les 27 articles proposés par le gouvernement, trois avaient provoqué la défiance de l'opposition. L'AKP a réussi à en faire adopter deux : l'un porte sur la composition du Conseil supérieur de la magistrature, l'autre permet l'augmentation du nombre des juges de la Cour constitutionnelle (de 11 à 17) et autorise le Parlement à nommer certains d'entre eux. Mais le Parlement a rejeté l'amendement qui aurait rendu plus difficile le processus d'interdiction d'un parti politique. Malgré l'ordre donné par M. Erdogan de ne pas quitter Ankara, trois voix ont manqué pour faire passer cet article. Pour Laure Marchand, se sont « *ses propres troupes qui ont infligé un camouflet* » à M. Erdogan (Le Figaro, 7 mai). « *La Turquie est un cimetière de partis politiques* », a regretté le premier ministre (Le Monde). La presse décrit l'ambiance entre les députés réunis à l'Assemblée nationale turque, particulièrement tendue. « *Pas un jour n'est passé sans que certains d'entre eux n'en soient venus aux mains* » (Le Monde, 7 mai).

L'opposition, qui voit dans cette réforme un moyen pour le gouvernement de museler deux « *bastions de la laïcité* », a annoncé qu'elle saisirait la Cour constitutionnelle. Elle « *se prononcera le 3 juin* », annonce Reuters le 28 mai. La Cour sera donc « *chargée de se prononcer sur une réforme qui la concerne au premier chef* », souligne Guillaume Perrier tandis que l'AFP s'alarme d'une possible « *crise politique* ».

Le Monde et Le Figaro (7 mai) soulignent que c'est la première tentative de réécriture de la Constitution de 1982 et que la démocratisation de système judiciaire turc est réclamée de longue date par l'UE. Titrant sur la « *difficile démocratisation de la justice* », Guillaume Perrier prédit qu'« *après avoir modifié le mode d'élection du président et le système judiciaire, (M. Erdogan) briguera (...) un nouveau mandat. S'il est réélu, (il) entend bien dessiner un régime présidentiel à sa main* » (Le Monde).

Courrier International (20 mai) publie un article du journal Vatan intitulé « *Cette gauche qui peine à être démocratique* ». L'auteur présente une opinion originale et bien arrêtée. Pour lui, la politique turque est marquée par ce qu'il appelle un « *paradoxe* » : « *en Turquie, ce sont précisément les partis se définissant comme de gauche qui persistent à défendre la notion d'un Etat qu'il faudrait absolument protéger des individus afin de lui garder sa toute-puissance. (...) Les protecteurs de l'ordre établi, de l'Etat sacro-saint, et les partisans de moins de démocratie ont configuré la gauche turque d'une façon telle que c'est finalement un parti conservateur-démocrate qui doit se charger de mettre notre pays en adéquation avec son temps...* ».

5. Politique intérieure (suite)

Brèves

À Istanbul, « **un 1^{er} Mai historique**. Depuis le 1er Mai 1977, date à laquelle 34 personnes avaient été tuées dans une attaque terroriste, la place de Taksim, (...) était interdite aux manifestants ». Cette année, « plus de 200 000 personnes » s'y sont rassemblées pour la Fête du travail. « *Le tabou est brisé* », titrait le quotidien Star, rapporte Laure Marchand du Figaro (3 mai).

« **Les muezzins turcs sont priés de chanter juste** » (Le Figaro, 14 mai). Rappelant la fonction du muezzin, Laure Marchand rapporte que « *curieusement, la compétence vocale des imams, qui ont un statut de fonctionnaire en Turquie, n'est pas évaluée lorsqu'ils sont recrutés* ». A la suite de plaintes de riverains irrités par des « *airs discordants* », « *les imams et les muezzins des trois mille mosquées d'Istanbul* » ont suivi des cours de chant. Le nombre de plainte a chuté.

Quand les entreprises turques travaillent à la modernisation de la société. Le 22 mai, France Culture a diffusé un reportage de 50 minutes, réalisé par Nadine Epstain, à Istanbul. Gros plan notamment sur la TUSIAD, l'organisation patronale la plus influente de Turquie qui regroupent la plupart des grandes entreprises turques jouant un rôle important dans la modernisation de la société. Etaient invités Serap Atan, représentante en France de la TUSIAD, et Paul Poudade, ancien Ambassadeur de France en Turquie et membre du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore.

Le 28 mai, la France (7 voix) a obtenu l'organisation de **l'Euro-2016 de football**, devançant la Turquie (6 voix) et l'Italie, éliminée au 1^{er} tour. M. Senes Erzik, vice-président turc de l'UEFA, a reproché un manque de fair-play du président de l'UEFA, Michel Platini, qui a présenté à chacun des membres du Comité exécutif Nicolas Sarkozy, venu à Genève comme son homologue turc Abdullah Gül. « *Ce n'est pas normal. Il faut le faire pour tous les présidents présents* ». « *La France a gagné, mais d'un poil. Pour la Turquie, c'est un très bon résultat : à défaut de gagner, nous avons pris un maximum de points* » (AFP, 28 mai).

« Un pays laïc ? Non pluraliste » (Courrier International, 12 mai)

Entre ceux qui se plaignent d'une société « *corrompue* » et « *mécréante* » et ceux qui hurlent à l'« *Occidentoxication* », un journaliste d'Hürriyet relativise: des « *phénomènes contradictoires - davantage de voiles et davantage de bars gays - se produisent en même temps et pour la même raison. (...) la Turquie devient une société plus ouverte et plus diverse. Ou peut-être cette diversité qu'elle a toujours connue devient-elle plus visible* ». Reprenant à son compte les propos du sociologue Peter Berger, l'auteur explique: « *"la modernisation ne laïcise pas", comme l'espèrent les laïcs et le redoutent les islamistes. "Elle pluralise plutôt"* ». Dans dix ans, la Turquie sera « *un pays encore plus divers, un peu comme les Etats-Unis* ».

5. Politique intérieure (suite)

Nostalgie ottomane?

Hassane Zerrouky de l'Humanité décrit une Turquie « *entre modernité et résurgence identitaire* » (l'Humanité, 25 mai). « *Dans les milieux intellectuels comme dans les couches sociales défavorisées, une certaine forme de passéisme gagne du terrain. Et la nostalgie ottomane, qui a été occultée, revient en force, notamment sur la scène politique et culturelle* », écrit Nedim Gürsel. Parée de milliers de tulipes, symbole de l'empire ottoman, Istanbul illustre cette Turquie qui « *semble renouer avec son passé* ». Le programme d'« *Istanbul, capitale européenne de la culture 2010* » a fait en sorte de « *raviver cette nostalgie à travers des spectacles (...) et la restauration des vestiges de l'ancienne capitale ottomane.* »

Pour Le Monde (31 mai), qui consacre un reportage au musée 1453, la fête la prise de Constantinople illustre une « *nostalgie ottomane* ». « *La mode néo-ottomane est présente aussi bien dans les salles de cinéma que dans les boutiques de vêtements, largement remise au goût du jour par les autorités politiques, les publicitaires ou les designers* ».

Cette « *ottomania* » est perçue par l'historien Edhem Eldem comme « *le rapt du passé ottoman que chacun veut récupérer. C'est la faillite de l'invention de la nation turque séculière, le retour de bâton du kémalisme* ».

Guillaume Perrier, qui évoque le néo-ottomanisme du discours de l'AKP, conclut pourtant, citant la sociologue Nilüfer Narli : « *Je ne crois pas à la diplomatie néo-ottomane. C'est une approche régionale plus ouverte et plus active dans la résolution des conflits. Il y a une redécouverte de la diversité.* »

6. Economie

Une centrale russe en Turquie (Le Figaro Economie, 13 mai)

La Russie a signé le 12 mai un accord avec la Turquie pour la construction de la première centrale nucléaire turque. « *L'accord, signé par le vice-premier ministre russe Igor Setchine et le ministre turc de l'Energie Taner Yildiz, durant une visite officielle du président russe Dmitri Medvedev à Ankara, appelle à une coopération sur la construction et l'exploitation d'une centrale nucléaire sur la côte méditerranéenne turque* » (AFP, 12 mai). D'après Sergueï Kirienko, le directeur général du géant russe du nucléaire Rosatom, le projet est estimé à 20 milliards de dollars. C'est la première fois que la Russie construit la centrale mais en détient aussi la propriété. Par ailleurs, les deux pays « *ont signé une série d'accords de coopération énergétique. L'un d'eux porte sur un oléoduc qui traversera la Turquie et reliera la mer Noire à la Méditerranée. Il permettra ainsi à la Russie d'exporter du pétrole en évitant les détroits turcs où le trafic maritime est aujourd'hui particulièrement intense* » (Le Monde, 14 mai).

« *Le projet de construction de la première centrale nucléaire turque a réuni contre lui des écologistes de Turquie, de Grèce et de Chypre. "L'énergie nucléaire n'est pas la bienvenue dans notre voisinage", dénonce leur texte, qui pointe la proximité d'une faille sismique* » (Libération, 26 mai).

Brèves

« **Carrefour se renforce en Turquie en rachetant Ipek** » qui exploite 27 supermarchés à Istanbul, pour près de 24 millions d'euros. Ipek a enregistré en 2009 des ventes hors taxes de 79 millions de liras turques (environ 41 millions d'euros). Le communiqué explique que « *cette acquisition illustre la stratégie du groupe Carrefour de renforcer sa présence dans les marchés de croissance où il a une position de leader. (...) En Turquie, le groupe opère via CarrefourSA et DiaSA, deux sociétés où il détient une part majoritaire, aux côtés de son partenaire Sabanci* » (AFP, 17 mai).

« **Décathlon ouvre un magasin à Istanbul** » (La Tribune, 21 mai). « *Après l'ouverture d'un premier magasin à Ankara le mois dernier, Décathlon vient d'inaugurer sa première surface de vente à Istanbul* », sur 5000 mètres carrés. Deux autres magasins doivent suivre, à Bursa et à Izmir.

« **Le groupe de construction turc Tekfen résiste à la concurrence asiatique** » et « *prévoit une hausse de son carnet de commandes de 15 % cette année* » (La Tribune, 26 mai).

« **L'inflation en Turquie s'est élevée à 10,2 % en glissement annuel en avril** », selon l'Institut de la statistique (Tüik). « *L'inflation atteignait 6,13 % en glissement annuel en avril 2009. La banque centrale turque s'est fixé l'objectif d'une inflation à 6,5 % en 2010 et à 5 % en 2011. Le ministre de l'économie (...) a affirmé que la croissance pourrait dépasser en 2010 l'objectif annoncé de 3,5 %* » (La Croix, 4 mai).

« **L'agence de notation financière Moody's a annoncé qu'elle pourrait relever la note de la Turquie, actuellement en catégorie spéculative, en cas de vote par le parlement de nouvelles mesures de discipline budgétaire** » (Reuters, 28 mai).

7. Politique extérieure

UE-Turquie: Des progrès envisagés d'ici juin

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, a promis « *d'ouvrir de nouveaux chapitres dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE d'ici la fin de la présidence espagnole de l'UE en juin, lors d'une rencontre avec son homologue turc* » (Europe1, 10 mai).

Bernard Kouchner et Rachida Dati à Istanbul

Le ministre des Affaires étrangères, **M. Bernard Kouchner** était à Istanbul le 22 mai pour la conférence ministérielle pour le développement et l'amélioration de l'infrastructure de la Somalie. « *D'avoir fait poireauter les Turcs aux portes d'une Europe déliquescence ne donne pas tous les droits, et (il) s'est bien gardé (...) de critiquer le soutien d'Ankara à Téhéran (...). Après un entretien avec le secrétaire général de l'Onu, Bernard Kouchner a donc loué les mérites d'une diplomatie turque très active, multipliant les ouvertures d'ambassades, en la félicitant d'avoir organisé cette conférence sur la piraterie au large de la Somalie* » (Le Télégramme de Brest, 25 mai).

La députée européenne et ancienne ministre de la Justice, Rachida Dati, a donné une conférence sur « *La réforme du système judiciaire en France* » à l'Université Galatasaray. En Turquie les 21 et 22 mai, elle a rencontré Mme Erdogan, M. Bagis, ministre d'Etat et négociateur en chef pour l'adhésion à l'UE, et Mme Onanç, présidente de l'organisation Kagider (association des femmes entrepreneurs de Turquie), indique *Le Figaro et vous*, 22 mai.

Flottille humanitaire: les relations Turquie-Israël « *au plus mal* »

Les relations entre la Turquie et Israël, « *sont au plus mal* » (AFP, 31 mai) après le raid israélien meurtrier sur la flottille d'aide pro-palestinienne à Gaza, dont un navire turc. Quelques heures après, Ankara a rappelé son ambassadeur en Israël, et demandé – et obtenu – une réunion d'urgence de l'ONU et à l'OTAN. La Turquie, dont plusieurs ressortissants feraient partie des victimes, a prévenu Israël de « *conséquences irréparables* » sur les relations bilatérales. L'ambassadeur israélien, Gabby Levy, a été convoqué au ministère des Affaires étrangères et le vice-premier ministre turc, a annoncé que des manœuvres militaires conjointes avec Israël avaient été annulés, et que M. Erdogan allait écourter sa visite au Chili.

Les relations entre la Turquie et Israël, n'ont cessé de se dégrader depuis l'opération israélienne à Gaza en 2008. Le 31 mai, la tension est encore montée d'un cran.

8. Principaux journalistes ayant couvert le sujet turc en mars 2010

LE FIGARO

Yves Thréard
Delphine Minoui
Laure Marchand

LE MONDE

Guillaume Perrier

LIBERATION

Marc Semo, co-chef du service Monde
Jean Quatremer

LA CROIX

Delphine Nerbollier

LES ECHOS

Daniel Bastien
Gabriel Grésillon

L'EXPRESS

Christian Makarian

L'HUMANITE

Hassane Zerrouky